Les mondes des anti-Monde.

Par Jacques Lévy

Ce qu'il est convenu d'appeler le « mouvement anti-mondialisation » (Mam) est un ensemble complexe de discours et d'actions. Je l'ai très modestement approché par la lecture de deux ans (janvier 1999-janvier 2001) du *Monde Diplomatique*, un mensuel qui apparaît assez centrale sur cet objet. D'une part, ses éditions française et étrangères sont très diffusées dans les milieux liés à ce mouvement. D'autre part, c'est de la rédaction de cette publication qu'est partie, en 1997, le mouvement Attac (d'abord : Association pour une Taxe Tobin et d'Aide aux Citoyens, puis : Association pour la Taxation des Transactions et d'Aide aux Citoyens. En janvier 2001, à travers ses différents supports, *Le Monde Diplomatique* a joué un rôle très actif dans la préparation et la popularisation du Forum social mondial de Porto Alegre, notamment en éditant son site officiel.

Notons cependant que, malgré son internationalisation réussie, notamment en Amérique Latine, *Le Monde Diplomatique* reste une réalité d'abord française. L'équipe du mensuel et ses collaborateurs occasionnels animent l'un des courants hostiles à la mondialisation et ne sauraient être considérés comme une incarnation synthétique de l'ensemble du mouvement. La géographie de celui-ci reste à faire. L'approche française de l'anti-mondialisation recèle une forte dimension étatiste, dans la logique du républicanisme de gauche. On peut penser que son influence est d'autant plus forte que les sociétés réceptrices sont elles-mêmes marquées par un rapport privilégié à l'État, ce type de culture politique pouvant d'ailleurs être la conséquence d'une influence française ancienne, comme on peut le voir au Brésil ou en Turquie. Il est probable que, dans les pays ayant d'autres traditions, des postures dominantes différentes seraient identifiées.

Cela posé, la mondialisation est un thème de plus en plus présent dans la production du *« Diplo ».* Le moteur de recherche du site de la revue indique 272 mentions sur deux ans (1999-2001) et présente cent textes, en incluant, il est

vrai, quelques doublons, des comptes rendus d'ouvrage et des textes d'autres publications (« dossiers » de textes proposés par le site, articles d'éditions étrangères, ouvrages édités par la revue). Compte tenu de la ligne partiellement pluraliste du *Diplo,* il existe aussi parmi ces textes, des articles s'incrivant dans une autre orientation, plus ou moins opposée à celle de la rédaction.

En me concentrant sur les articles de portée générale, publiés dans l'édition française de la revue et cohérents avec une ligne de « critique de la mondialisation », j'ai retenu vingt-un textes d'Ignacio Ramonet (6), Bernard Cassen (4), Susan George (3), Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant, Christian de Brie, Noëlle Burgi et Philippe S. Golub, Serge Halimi, Serge Latouche, le sous-comandant Marcos, Toni Negri, George Ross. Ce sont des textes personnels qui ne sont certainement pas réductibles les uns aux autres. Néanmoins, tout en notant certaines contradictions, on constate une forte convergence entre ces différentes prises de position, ce qui ne saurait surprendre puisque les articles « dissidents » vis-à-vis de la ligne éditoriale de la revue ont été écartés. Sans l'avoir cherché, j'ai retenu un nombre significatif d'éditoriaux d'Ignacio Ramonet, le directeur de la publication, qui, avec une constance sans faille et une robuste pédagogie, confirme et relance mois après mois le message central de la revue[1] .

Cinq lignes d'attaque.

Dans ces textes, on peut identifier cinq grands types de points de vue distincts qui donnent sens à l'opposition à la mondialisation.

Contre le capitalisme.

La première attitude n'est pas la plus répandue dans les textes. La mondialisation n'est ici vue que comme une variante et une extension de la réalité historique du capitalisme. Le fait que cela se passe à l'échelle planétaire ne fait que confirmer et qu'amplifier la critique générale présentée par le marxisme.

« Se battre contre l'Empire au nom de l'État-nation relève […] d'une totale incompréhension de la réalité du commandement supranational, de sa figure impériale et de sa nature de classe : c'est une mystification. À l'Empire du "capitalisme collectif" participent aussi bien les capitalistes américains que leurs homologues européens, autant que ceux qui construisent leur fortune sur la corruption russe que ceux du monde arabe, d'Asie ou d'Afrique, qui peuvent se permettre d'envoyer leurs enfants à Harvard et leur argent à Wall Street. […] Le thème central qui apparaît à travers toutes ces analyses se réduit, en fait, à une question : comment la guerre civile des masses contre le capital monde peut-elle éclater dans l'Empire ? » (Negri, janvier 2001).

« Malgré leur victoire contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (Ami) – grâce au retrait de la France, en octobre 1998, des négociations menées à l'Organisation de coopération et de développement économiques (Ocde) -, ses adversaires demeurent perplexes. Pourquoi leurs gouvernements étaient-ils tous prêts à signer ce traité léonin et à renoncer ainsi à des pans entiers de leur souveraineté, sans pour autant obtenir le moindre avantage en retour ? Quelle autre explication trouver sinon celle de Marx et Engels pour lesquels "le pouvoir étatique moderne n'est qu'un comité exécutif chargé de gérer les affaires communes de la bourgeoisie" ? » (George, juillet 1999)

Contre la mondialisation.

La deuxième orientation correspond à un refus global du changement d'échelle que représente la mondialisation Serge Latouche, relativiste radical, présente la position la plus « intellectuelle ». Il rejette la mondialisation parce qu'elle s'accompagne de prétentions à l'universalité (l'« universalisme cannibale ») qui ne sont que des ethnocentrismes conquérants.

« Avec ses Persans, Montesquieu tentait de faire prendre conscience à l'Europe de la relativité de ses valeurs. Seulement, dans un monde unique, dominé par une pensée unique, il n'y a plus de Persans. Pourtant ce moment de l'avènement de la cosmopolis est aussi celui de l'apogée des déchirures. C'est l'heure de la Bosnie et du Kosovo, pour ne pas parler du Rwanda, de l'Etaet de

l'Ira… Le triomphe de l'imaginaire de la mondialisation a permis, et permet, une entreprise de délégitimation du discours relativiste, même le plus modéré. Avec les droits de l'homme, la démocratie et bien sûr l'économie, les invariants transculturels ont envahi la scène et ne sont plus questionnables. On assiste à un véritable "retour de l'ethnocentrisme". L'arrogance de l'apothéose du tout-marché en est elle-même une forme nouvelle. L'extension programmée des technologies sophistiquées de la communication au sein du village planétaire a un fort relent d'impérialisme culturel. Le triomphe même de la technoscience et ses conséquences pratiques (développement des biotechnologies, en particulier) ne portent-ils pas en germe une intolérance radicale de la diversité ? On devrait néanmoins savoir qu'il n'y a pas de valeurs qui soient transcendantes à la pluralité des cultures pour la simple raison qu'une valeur n'existe comme telle que dans un contexte culturel donné. Ce triomphe de l'ethnocentrisme ordinaire a été rendu possible par la démonisation des excès en retour que cette même mondialisation engendre : montée des intégrismes et des terrorismes ethnicistes. Les replis identitaires provoqués par l'uniformisation planétaire et la mise en concurrence exacerbée des espaces et des groupes sont d'autant plus violents que la base historique et culturelle en est plus fragile (voire inexistante, dans le cas limite de la Padanie). La mondialisation, en liquidant les cultures, engendre l'émergence des "tribus", des replis, de l'ethnicisme, et non la coexistence et le dialogue. » (Latouche, mai 1999)

Latouche semble exclure que le Monde puisse lui aussi être ou devenir un « contexte culturel ». Il n'envisage pas non plus que des identités d'échelles diverses puissent être compatibles et ne voient le local que comme une réaction au global. Pour la plupart des auteurs du corpus (« les critiques déterminés de la mondialisation »), que critique clairement Latouche lorsqu'il les juge « coincés dans l'universalisme des valeurs occidentales », ce ne sont pas d'abord les « cultures » qui sont menacées par la mondialisation, mais les États et les « peuples », qu'il convient de défendre.

« La guerre actuelle, qui oppose l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (otan) à la République fédérale de Yougoslavie, ouvre une nouvelle étape dans l'histoire des relations internationales. […] La mondialisation économique, qui

constitue, de loin, la dynamique dominante de notre temps, avait besoin d'être complétée par un projet stratégique global en matière de sécurité. […] Où réside désormais la souveraineté d'un pays ? Va-t-on vers l'instauration, à l'échelle planétaire et sous l'égide de l'Occident, de "souverainetés limitées", semblables à celles que voulaient instaurer, dans les années 60 et 70, Leonid Brejnev et l'U rss à l'égard des États du camp socialiste ? Faudra-t-il envisager, dans cet esprit, la résurrection de la vieille figure coloniale du protectorat, comme on l'avait prévu, en 1991 déjà, pour la Somalie ; comme on le pratique de fait actuellement en Bosnie et en Albanie ; et comme on veut le faire au Kosovo après la guerre ? La souveraineté est passée de Dieu à la nation, va-t-elle résider désormais dans l'individu ? Va-t-on vers l'apparition, après l'État-nation, de l'État-individu ? Chaque individu se voyant reconnaître les attributs et les prérogatives qu'avaient jusqu'à présent les États ? Indiscutablement, la mondialisation et son idéologie, l'ultralibéralisme, s'accommoderaient, voire encourageraient, une telle transformation que les nouvelles technologies de la communication et de l'information rendent, techniquement, envisageable. » (Ramonet, juin 1999)

> « Les structures étatiques de même que les structures sociales traditionnelles sont balayées de façon désastreuse. Un peu partout, dans les pays du Sud, l'État s'effondre. »

L'Europe est également visée parce qu'elle fait perdre leur « repères » nationaux aux citoyens et parce que, dans sa construction, elle participe du projet « libéral ».

« Si la Commission est sans aucun doute une puissante machine à libéraliser, elle le fait avec le plein consentement des gouvernements, quand ce n'est pas à leur demande. Aussi, quand les plus hauts responsables des États se retrouvent en Conseil européen, ils ne doivent pas être surpris de recevoir le même traitement que le Fmi et l'Omc. » (Cassen, décembre 2000)

Enfin, George Ross (août 2000) perçoit un décrochage scalaire entre les élites et le reste de la société :

> « L'une des conséquences de la mondialisation a été de faire émerger des "élites" qui lui sont acquises, mais coupées de leurs sociétés d'origine, et imbues de leur maîtrise du nouvel environnement global. Ce détachement les conduit à tenter de manipuler les cultures locales, y compris la leur, à se plier à ce qu'elles croient être les logiques de la mondialisation et également à promouvoir leurs intérêts bien compris. Les nouvelles interdépendances portent avec elles des élites "libéralo-cosmopolites" disposées à en finir avec le socle des traditions démocratiques. Quand leurs concitoyens leur demandent de faire quelque chose, elles plaident de leurs bonnes intentions, lèvent des yeux désespérés au ciel et accusent le marché – à l'hégémonie duquel elles ont consacré toutes leurs énergies – de les empêcher d'agir. »

Serge Halimi (août 2000) dit des choses très voisines. Il oppose, d'un côté, « le culte obsédant du mondial, de la mobilité, du nomadisme » ou la « nouvelle aristocratie bohémienne et bourgeoise » à, de l'autre,

> « des expériences collectives vécues ensemble, physiquement : réunions, manifestations, banquets, distribution de tracts ou de journaux, foules. Comme, par exemple, celles, non numérisées, de novembre-décembre 1995. Toutes situées sur un territoire, façonnées par une histoire, agissant pour (et avec) des catégories sociales "Lourdes", peu mobiles, mal "branches". Et qui n'attendent pas des technologies qu'elles les sortent de leur isolement. Et qui continueront de résister non pas parce qu'elles seront enfin reliées aux noeuds des réseaux planétaires, mais parce que leur expérience sociale, leur pratique militante, leur intelligence du monde, leur a fait comprendre l'urgence de ne pas accepter une "revolution" numérique dont le principal effet serait de perpétuer le pouvoir des marchands et des maîtres. »

Il y a donc bien un refus de l'échelle mondiale en tant que telle. Si l'on suit Bernard Cassen (février 2000), il faut « rapprocher autant que possible les lieux de production des lieux de consommation » car l'existence d'un marché mondial détruirait les solidarités [nationales] et menacerait l'environnement. D'où l'insistance sur le caractère irremplaçable du niveau national et la défense des structures étatiques comme pôle de résistance légitime. Ross n'hésite pas à se réclamer de Samuel Huntington pour revendiquer l'association entre conscience politique et identité nationale, celle-ci étant, dans la démarche de Huntington, détachée de l'histoire.

> « Pendant deux siècles, l'économie, la politique et l'idéologie ont promu l'identification des individus comme des "citoyens" de "nations" dans des territoires où les États modernes font et appliquent des règles. La mondialisation culturelle met en péril cet équilibre. Les gens ordinaires sont bombardés de signaux venant de tous les azimuts. Le bon sens les conduira à ne pas tenir compte de certains d'entre eux, et à en traduire d'autres dans le quotidien de leur vie locale. Il existe néanmoins un potentiel réel de dislocation des identités. L'identification à la communauté abstraite de la nation a joué un rôle essentiel dans la constitution des sociétés et des individualités modernes, et elle est étroitement corrélée aux droits et aux responsabilités de la citoyenneté, ainsi qu'au sentiment collectif d'"inclusion" et d'"exclusion" qui en découle. » (Ross, août 2000)

Pour ces auteurs, les États ont bien une origine, relativement récente, mais le mélange de fonctions qu'ils ont assuré au cours de leur histoire semble indépassable. Ils ne perçoivent pas le déficit politique à l'échelle mondiale comme le résultat de la résistance des États mais incarnent, comme pour l'éternité, le politique dans l'échelle nationale et le non-politique dans l'échelle mondiale.

> « Les structures étatiques de même que les structures sociales traditionnelles sont balayées de façon désastreuse. Un peu partout, dans les pays du Sud, l'État s'effondre. » (Ramonet, décembre

1999).

« Les pourfendeurs du “repli national”, de l’“idéologie française” et des “nationaux-républicains” – de Bernard-Henry Lévy à Philippe Sollers en passant par Daniel Cohn-Bendit – ne parviennent pas, malgré tous leurs efforts, à faire rentrer les mouvements antimondialisation dans le lit de Procuste de catégories préfabriquées et massivement utilisées pour, en dernière analyse, défendre et illustrer l’orthodoxie libérale. » (Cassen, janvier 2001)

Contre les États-Unis.

La dénonciation des États-Unis est un grand classique du *Monde Diplomatique*. Son ancien directeur, Claude Julien, a publié en 1968 un livre devenu classique*, L’Empire américain*. Mais les arguments qui étaient convaincants à l’époque de la guerre du Viêt-Nam et de l’ »arrière-cour » latino-américaine apparaissent un peu émoussés. La critique se déplace vers des processus plus subtils ; face au paradoxe d’un État apparemment tout puissant mais qui recourt de plus en plus rarement à la force de manière unilatérale, une analyse prenant en compte les représentations et les discours s’avère nécessaire. C’est donc logiquement Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant qui se révèlent les auteurs les plus emblématiques d’une vision de la mondialisation magnétisée par les États-Unis. Dans un article au titre explicite (« La nouvelle vulgate planétaire », mai 2000), ils considèrent même que le mot « mondialisation » appartient à une « *lingua franca* » dont l’usage a pour effet de ne voir le Monde que du point de vue des États-Unis. Or ce pays est ainsi défini :

> « Cet unique super-pouvoir, cette Mecque symbolique de la Terre, est caractérisé par le démantèlement délibéré de l’État social et l’hypercroissance corrélative de l’État pénal, l’écrasement du mouvement syndical et la dictature de la conception de l’entreprise fondée sur la seule “valeur-actionnaire”, et leurs conséquences sociologiques, la généralisation du salariat précaire et de l’insécurité sociale, constituée en moteur privilégié de l’activité économique. »

À propos du « mutliculturalisme », les auteurs parlent de « pensée nationale américaine », qui regroupe à la fois les « philosophes » (qui « se gargarisent doctement »), ou, comme cela est dit plus loin, les « transfuges du monde universitaire passé au service des dominants » (dont Anthony Giddens est le « modèle planétaire » du « théoricien autoproclamé »), et la « bureaucratie étatique ». L'idée même de mondialisation apparaît donc comme un sous-produit idéologique, une humeur sécrétée par l'Empire du Mal et se répandant sur la planète.

> « […] La notion fortement polysémique de "mondialisation" […] a pour effet, sinon pour fonction, d'habiller d'œcuménisme culturel ou de fatalisme économiste les effets de l'impérialisme américain et de faire apparaître un rapport de force transnational comme une nécessité naturelle. […] L'analyse empirique de l'évolution des économies avancées sur la longue durée suggère pourtant que la "mondialisation" n'est pas une nouvelle phase du capitalisme mais une "rhétorique" qu'invoquent les gouvernements pour justifier leur soumission volontaire aux marchés financiers. Loin d'être, comme on ne cesse de le répéter, la conséquence fatale de la croissance des échanges extérieurs, la désindustrialisation, la croissance des inégalités et la contraction des politiques sociales résultent de décisions de politique intérieure qui reflètent le basculement des rapports de classe en faveur des propriétaires du capital. »

Le refus de Bourdieu d'accorder la moindre signification pertinente à la dimension spatiale des sociétés se trouve apparemment confirmé ici. …Sauf que, dans un second temps, Bourdieu et Wacquant, reconnaissant l'efficacité du dispositif idéologique, en arrivent à admettre la réalité de la « mondialisation », c'est-à-dire, en fait, ce que les producteurs de cette doxa appellent mondialisation. La « ruse de la raison impérialiste » consiste, au nom de la mondialisation à faire appliquer les politiques dictées par les « maîtres de l'économie » :

> « […]ce discours double qui, fondé dans la croyance, mime la science, surimposant au fantasme social du dominant l'apparence de la raison (notamment économique et politologique), est doté du pouvoir de faire advenir les réalités qu'il prétend décrire, selon le principe de la prophétie autoréalisante : présent dans les esprits des décideurs politiques ou économiques et de leurs publics, il sert d'instrument de construction des politiques publiques et privées, en même temps que d'instrument d'évaluation de ces politiques. »

Dans un style moins enflammé, d'autres auteurs vont dans le même sens. Ainsi Noëlle Burgi et Philippe Golub affirment que :

« La mondialisation contemporaine s'enracine dans une série de décisions américaines. […] C'est en effet des États-Unis que proviennent les nouvelles règles du jeu : normes économiques dominantes (rentabilité des entreprises, valeur actionnariale), critères de régulation du système (notation des entreprises et des États) et normes juridiques (arbitrage commercial international). Ainsi, les deux grandes agences de notation privées américaines, Moody's et Standard & Poor, forgent les comportements des marchés à partir de leurs notations. A la fois juge et partie, elles imposent des normes américaines. » (avril 2000)

L'expression « à la fois juge et partie » signifie, si l'on comprend bien, qu'il suffit d'être de nationalité étatsunienne pour se trouver incorporé *ipso facto* à l'acteur unifié américain. Cette « condensation » dissymétrique (aucun autre pays n'est présenté par nos auteurs comme constituant un bloc aussi homogène) semble bien être une des caractéristique de l'anti-américanisme contemporain.

Christian de Brie ajoute le versant des économies parallèles et du blanchiment de l'argent sale.

> « Sous l'égide des États-Unis, premier partenaire de la criminalité financière internationale, une opération de rationalisation, c'est-à-dire d'américanisation, des techniques de corruption, visant à remplacer les pratiques un peu archaïques de pots-de-vin et de commissions

> occultes (ou déclarées) par les activités de lobbying, plus efficaces et présentables. Un secteur de services pour lequel les Américains bénéficient d'une avance considérable sur leurs concurrents, non seulement par leur savoir-faire, mais aussi par la mise à la disposition de leurs multinationales des énormes moyens d'intervention financiers et logistiques dont ils disposent, y compris la mobilisation des services secrets du plus puissant appareil d'État mondial, passés de la guerre froide à la guerre économique. » (avril 2000)

Ignacio Ramonet résume :

« La Terre connaît ainsi une nouvelle ère de conquête, comme lors des colonisations. Mais, alors que les acteurs principaux des précédentes expansions conquérantes étaient les États, cette fois ce sont des entreprises et des conglomérats, des groupes industriels et financiers privés qui entendent dominer le monde. Jamais les maîtres de la Terre n'ont été aussi peu nombreux ni aussi puissants. Ces groupes sont situés dans la Triade États-Unis- Europe – Japon mais la moitié d'entre eux sont basés aux États-Unis. C'est un phénomène fondamentalement américain. » (Ramonet, décembre 1999).

On notera la force du raccourci non-État = entreprises = Triade = États-Unis.

« N'en déplaise aux philoaméricains béats, il n'est point anormal que, çà et là, et en premier lieu aux États-Unis mêmes (comme on l'a vu à Seattle en décembre 1999 et à Washington en avril dernier), des citoyens s'interrogent sur le sens de cette reconquête. Sur la nouvelle physionomie de l'empire américain. Sur sa puissance idéologique. Et sur ses stratégies de persuasion. » (Ramonet, mai 2000)

« Le seul protectionnisme méritant son nom est celui du refus affiché ou implicite de la circulation des personnes, des oeuvres et des idées. À cet égard, le pays le plus protectionniste du monde, si l'on met de côté la Corée du Nord, est sans aucun doute les États-Unis, qui n'importent que 2% de leur consommation audiovisuelle, qui traduisent seulement au compte-gouttes les livres étrangers,

dont les publications et les bases de données scientifiques ne prennent que marginalement en compte les travaux des chercheurs du reste du monde, et dont les médias, à quelques prestigieuses exceptions près, ignorent superbement, sauf en cas de crise grave, ce qui se passe en Europe, en Asie et surtout en Afrique. Pourtant, les “majors” de Hollywood et leurs porte-parole à Washington – relayés, il faut le dire, par certaines “elites” du Vieux Continent, principalement françaises – se déchaînent à l’omc contre l’idée même d’“exception” et de “souveraineté” culturelles, de quotas de diffusion d’œuvres européennes, etc. » (Cassen, février 2000)

On voit que, au passage, la cinquième colonne du parti américain en France est dénoncée et que, surtout, le vocable « États-Unis » désigne un acteur totalement unifié, fondant les producteurs de cinéma, les éditeurs de livres et de revues scientifiques, lles journalistes et le gouvernement dans une stratégie cohérente. L’opérateur « États-Unis » constitue à l’évidence un élément-clé dans la construction de la vision conspiratoire (*cf. infra*) de la mondialisation.

Contre la mondialisation « libérale ».

Un des enjeux de cette attitude est le sens que l’on donne au terme libéral, souvent synonyme de « capitaliste », avec cependant un marge de « jeu » qui permet à la fois d’élargir le terme à tout ce qui concerne le marché, voire l’individu, tout en restituant la connotation péjorative que le mot « capitalisme » revêtait quand il appartenait à un vocabulaire marxiste conquérant.

La critique du libre-échangisme occupe une place respectable.

« Comme un avion dont les réacteurs tombent l’un après l’autre en panne, jusqu’au moment où il n’en reste qu’un pour maintenir en vol l’appareil, le libre-échange apparaît comme l’ultime rempart d’un modèle de mondialisation ultralibérale ébranlé par la crise financière et l’échec de l’Ami. La guerre commerciale, désormais seul programme des intégristes de la globalisation, va ainsi étendre à toute la planète les ravages sociaux que subissent déjà l’Asie orientale, la Russie, l’Amérique latine. Et c’est cette doctrine qui, sans la moindre réflexion critique, tient lieu de prêt-à-penser pour la majorité des dirigeants

politiques. De droite et de gauche. » *(Cassen, janvier 1999)*

Mais, comme le montre le *subcomandante* Marcos dans son article sobrement titré « Le fascisme libéral » (août 2000), tout se tient : si l'on tire le fil des nouvelles technologies et du libre-commerce, on obtient bien davantage.

> « Les caractéristiques de l'époque actuelle sont : suprématie du pouvoir financier, révolution technologique et informatique, guerre, destruction/dépeuplement et reconstruction/réaménagement, attaques contre les États-nations, redéfinition du pouvoir et de la politique, le marché érigé en figure hégémonique dominant tous les aspects de la vie, forte concentration de la richesse entre les mains d'un petit nombre de personnes, grande distribution de la pauvreté, augmentation de l'exploitation et du chômage, exil de millions de personnes, désintégration des territoires, gouvernements de délinquants. En deux mots : mondialisation fragmentée. »

C'est que, explique George Ross (août 2000), le principe dernier est devenu économique, y compris lorsque c'est la politique ou la diplomatie qui semblent régner.

> « La majeure partie de la marchandisation frénétique en cours se camoufle derrière les grands principes de paix, de démocratie, de droits de l'homme et de progrès universel. On nous dit même que les marchés empêchent les guerres. Si l'on fait la part de leurs outrances, les promoteurs du "tout-marché" ne croient vraiment, en fait, qu'aux marchés. Tout le reste est négociable, si cela peut rapporter plus. »

Et, à partir, comme on l'a vu, de prémisses différentes, Latouche rejoint pourtant le gros de la troupe :

> « Il faut dénoncer l'illusion d'une culture planétaire qui serait le sous-produit de la mondialisation techno-économique. Par quel miracle le mauvais mondial ne serait-il que le double déformé et caricatural du

> bon universel ? La réalité de l'érosion et de l'écrasement des valeurs par la mégamachine techno-économique globale n'est-elle pas, d'une certaine façon, la vérité de l'universel, dès lors que cet universel est uniquement et exclusivement occidental et que son noyau dur n'est autre que l'économicisation- marchandisation du monde ? » (Latouche, mai 1999).

Dans le même esprit Marcos dénonce la dictature du visuel sur l'argumentatif et Serge Halimi, tout en reconnaissant l'efficacité des mobilisations du mam via l'internet, alerte sur le risque d'une vision optimiste des technologies de la communication :

« Il faut la myopie des techno-libertaires pour prêter main-forte à la représentation simpliste d'un État abstrait et maléfique, opposée à celle d'une société civile idéalisée, espace libéré de la communication entre individus pleinement souverains. D'ailleurs, au prétexte de créer "un environnement adéquat" au développement d'Internet, l'Organisation de coopération et de développement économiques (Ocde) vient de s'empresser de dépoussiérer sa litanie d'ordonnances néolibérales : concurrence, start-up, capital-risque, adaptation des marchés financiers aux "firmes innovantes", fiscalité "incitative". La connexion des cyber-résistances serait-elle à ce prix ? » (août 2000)

> « La mondialisation ne vise pas tant à conquérir des pays qu'à conquérir des marchés. La préoccupation de ce pouvoir moderne n'est pas la conquête de territoires, comme lors des grandes invasions ou des périodes coloniales, mais la prise de possession des richesses. […] Cette conquête s'accompagne de destructions impressionnantes. […] La mondialisation, c'est aussi le pillage planétaire. » (Ramonet, décembre 1999)

Ici, Ramonet ne parvient pas à opposer clairement l'empire classique et le nouveau : il pense en termes de stocks et d'appropriation de richesses accumulées. Il en est de même pour Susan George, quand elle écrit :

« Les 20% supérieurs de l'humanité accaparent 86% des richesses, alors que les 20% inférieurs n'en reçoivent que 1,3% » (George, janvier 1999).

Derrière un constat d'apparence consensuel, apparaît l'idée que les richesses ne sont pas liées à une production mais à la captation (« accaparent », « reçoivent ») de ressources pré-existantes. Ce n'est donc pas seulement l'économie néo-classique que contestent ces auteurs mais, plus fondamentalement, l'idée que les sociétés produisent leurs ressources par leur propre activité qui est contestée. On comprend que le modèle colonial classique les rassure car il est compatible avec l'idée de pillage par contrôle territorial. Dans les conditions d'aujourd'hui, la responsabilité au moins partielle de chaque société dans son propre développement est plus difficilement niable. D'où le recours à une abstraction, le « libéralisme », qui dispense de remettre à plat le modèle léniniste de l'impérialisme. Celui-ci resurgit dans les lacunes du raisonnement.

« La marchandisation généralisée des mots et des choses, des corps et des esprits, de la nature et de la culture, provoque une aggravation des inégalités. C'est pourquoi les citoyens multiplient les mobilisations contre les nouveaux pouvoirs, comme on l'a vu récemment à l'occasion du sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle. Ils restent convaincus que, au fond, le but de la mondialisation, en ce début de millénaire, c'est la destruction du collectif, l'appropriation par le marché et le privé des sphères publique et sociale. Et sont décidés à s'y opposer. » (Ramonet, décembre 1999).

« Sur le plan économique, le commandant Chávez souhaite s'éloigner du modèle néolibéral et résister à la mondialisation. […] La propriété privée, les privatisations et les investissements étrangers restent garantis, mais dans la limite de l'intérêt supérieur de l'État, qui veillera à conserver sous son contrôle des secteurs stratégiques dont la vente signifierait un transfert d'une partie de la souveraineté nationale. Au simple énoncé de ces projets, les acteurs principaux de la mondialisation peuvent-ils faire autre chose que diaboliser le président Chávez et sa révolution antilibérale ? » (Ramonet, octobre 1999).

Ces derniers extraits montrent que, tout compte fait et au-delà des formules ambiguës (telles que « le collectif »), le contraire de « libéralisme » est « étatisme ». Cela permet d'établir un lien entre le rejet « scalaire » et le rejet « substantiel » de la mondialisation : dans les deux cas, c'est la défense de l'État qu'il s'agit d'assurer.

Pour une « autre mondialisation ».

Il existe, de manière minoritaire dans les textes, des suggestions ou même des recommandations : taxe Tobin, fiscalité sur les investissements internationaux, barrières douanières sélectives… La Banque des règlements internationaux la Banque mondiale ou même l'Omc sont invitées à se réformer. Enfin, l'Union européenne est souvent citée comme l'instance dont on attend qu'elle prenne le contre-pied des tendances dominantes. Ces propositions sont souvent associées au constat qu'un « mouvement populaire » les propulse sur le devant de la scène. On n'a pas affaire à un programme politique dont on pourrait évaluer le degré de prise en compte par les partis et les gouvernement, mais plutôt à un dispositif rhétorique dans lequel l'affichage de politiques publiques possibles constitue d'abord une ressource pour la représentation d'opposition. Moins qu'on ne propose, on exige en laissant comprendre que ces exigences ne peuvent pas véritablement être prises en compte.

« La demande de justice et d'égalité qui, telle une lame de fond, traverse l'histoire longue de l'humanité resurgit à cette occasion. Les citoyens réclament, devant les ravages de la mondialisation, une nouvelle génération de droits, cette fois collectifs : droit à la paix, droit à une nature préservée, droit à la ville, droit à l'information, droit à l'enfance, droit au développement des peuples… Il est désormais inconcevable que cette société civile naissante ne soit pas mieux associée aux prochaines grandes négociations internationales où seraient discutés des problèmes liés à l'environnement, à la santé, à la suprématie financière, à l'humanitaire, à la diversité culturelle, aux manipulations génétiques, etc. Car il faut songer à construire un futur différent. Plus question de se contenter d'un monde où n'existent que deux statuts : le zéro et l'infini. Où un milliard d'habitants vit dans la prospérité, tandis qu'un autre milliard est dans

la misère, et que quatre milliards disposent d'à peine le minimum vital. Il est temps de refonder une nouvelle économie, plus solidaire, basée sur le développement durable et plaçant l'être humain au centre des préoccupations. En commençant par désarmer le pouvoir financier qui, au cours des dernières décennies, n'a cessé de grignoter le territoire du politique, réduisant le périmètre de la démocratie. […] Utopies devenues objectifs politiques concrets pour le siècle qui commence. Comment cela s'appelle-t-il, quand un autre monde devient possible ? Cela a un très beau nom. Oui, cela s'appelle l'aurore. » (Ramonet, janvier 2000).

> « À Porto Alegre, en ce siècle qui commence, quelques nouveaux rêveurs d'absolu rappelleront qu'il n'y a pas que l'économie qui soit mondiale, la protection de l'environnement, la crise des inégalités sociales et la préoccupation des droits humains sont aussi des affaires mondiales. Et c'est aux citoyens de la planète de les prendre enfin en main. » (Ramonet, janvier 2001)

> « Si l'Europe existait vraiment, ce serait là [dans l'effort pour mettre en œuvre des "clauses socials"] sa contribution à un ordre mondial plus civilisé… » (Cassen, janvier 1999).

> « À un modèle ultralibéral qui "fait système", il faut opposer un autre système, tout aussi cohérent. » (Cassen, février 2000).

À l'issue d'un exposé riche en références esthétiques et théoriques, Marcos (août 2000) parle d'« espérance sceptique » et conclut : « Le monde que nous voulons transformer a déjà été travaillé par l'histoire, il est tout creusé. Nous devons trouver le talent nécessaire pour, malgré tout, le changer, le transformer et créer un monde nouveau. »

L'esquisse d'un parti tribunitien mondial.

Après avoir analysé les contenus des positions, on peut en tenter une lecture transversale et caractériser le type de figure et de postures politiques qui

s’expriment à travers ces textes.

La démarche adoptée ici se fonde sur l’hypothèse que les discours sont aussi des actes, pouvant être en outre intégrés dans un dispositif qui comprend d’autres actes, langagiers ou non. Les textes analysés plus haut sont alors considérés comme une composante d’un ensemble plus vaste, qui inclut les usages performatifs qui sont induits par l’attitude générale qui a présidé à leur rédaction et aux intentionnalités des auteurs lorsqu’ils les mettent en circulation dans un contexte donné, auprès d’un public donné. Autrement dit, il ne s’agit pas à proprement parler de confronter les discours à l’action mais de traiter les discours comme actions, sans postuler que l’action se réduise à eux (plusieurs des auteurs cités sont fort actifs dans d’autres registres) mais en les considérant comme impliqués de plein exercice dans l’action.

Une figure.

Un point de vue oppositionnel.

C’est d’abord par la dénonciation de ce qui se passe que se définit le mam : contre les firmes multinationales, les gouvernements qui les soutiennent, contre les États-Unis et leurs alliés, etc. Les propositions occupent une part très faible dans l’ensemble des discours, y compris lorsqu’il est question de la taxe Tobin. La tonalité est souvent défensive : on cherche à préserver de bonnes choses (tels que les salaires, l’emploi, les droits sociaux, les acquis démocratiques) menacées par des adversaires puissants.

Dans l’ensemble, on n’observe pas de démarche « symétrique », au sens où Bruno Latour définit une « anthropologie symétrique » consistant à traiter les théories scientifiques gagnantes et perdantes selon les mêmes critères. Ici, il n’est pas souvent question de proposer des alternatives crédibles. On suppose que c’est aux puissants, aux « gros » *(cf.* les travaux de Pierre Birnbaum) qu’il revient de « payer », c’est-à-dire d’assumer globalement la marche d’un Monde dont ils sont les moteurs et les bénéficiaires. Cette dissymétrie s’appuie sur l’idée que les protagonistes de la mondialisation relèvent de deux genres fondamentalement différents : les dominants et les dominés dont, en conséquence, on ne peut attendre le même type de comportement. Au-delà, se

profile une attitude fondée sur l'idée de dette contractée par les puissants. La non-responsabilité constitue donc un trait caractéristique de cette posture.

Le positionnement sur une scène politique, plus ou moins virtuelle dans notre cas, se fait d'abord comme contre-pouvoir. Si l'on considère les circulations de légitimité qui caractérisent le politique, on peut identifier un mouvement « vers le haut », de la société vers la scène politique, qu'on appellera *représentation* et un mouvement « vers le bas » de la scène vers la société politique qu'on nommera *légitimation.* Dans notre cas, c'est la filière représentation qui écrase presque totalement l'autre, les attitudes « gouvernementales » (par exemple sous forme d'éléments de programme d'action) étant presque toujours implicitement assimilées à la logique des « dominants ».

Une vision conspiratoire.

Quelques extraits expriment avec une grande clarté, rendant le commentaire superflu, l'interprétation de la mondialisation comme le produit d'un complot ourdi par le grand capital américain et scellé dans la « Sainte Alliance » (nous dit Susan George) des puissants du monde entier. On se situe dans une représentation de la société où les seuls acteurs sont quelques magnats tirant les ficelles de la planète et réussissant à anesthésier les résistances des populations au moyen d'un conditionnement massif et permanent. On se demande seulement comment, malgré cela, les auteurs des articles, sont parvenus à se libérer de cette emprise.

> « Alors que triomphent, apparemment, la démocratie et la liberté dans une planète largement débarrassée des régimes autoritaires, les censures et les manipulations, sous des aspects divers, font un paradoxal retour en force. De nouveaux et séduisants "opiums des masses" proposent une sorte de "meilleur des mondes", distraient les citoyens et tentent de les détourner de l'action civique et revendicative. Dans ce nouvel âge de l'aliénation, à l'heure de la world culture, de la "culture globale" et des messages planétaires, les technologies de la communication jouent plus que jamais un rôle idéologique central pour museler la pensée. Tous ces changements,

> rapides et brutaux, déstabilisent les dirigeants politiques. Pour la plupart, ils se sentent débordés par une mondialisation qui modifie les règles du jeu et les laisse partiellement impuissants. Car les vrais maîtres du monde ne sont pas ceux qui détiennent les apparences du pouvoir politique. » (Ramonet, décembre 1999).

« La mondialisation – et le laxisme des dirigeants politiques – a favorisé, au cours de la dernière décennie, la mise en place discrète d'une sorte d'exécutif planétaire dont les quatre acteurs principaux sont le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'OMC. Indifférent au débat démocratique et non soumis au suffrage universel, ce pouvoir informel pilote de fait la Terre et décide souverainement du destin de ses habitants. » *(Ramonet, janvier 2000)*

> « L'Empire développe des dispositifs de contrôle qui investissent tous les aspects de la vie et les recomposent à travers des schémas de production et de citoyenneté correspondant à la manipulation totalitaire des activités, de l'environnement, des rapports sociaux et culturels, etc. » (Negri, janvier 2001).

Plus spécifiquement, Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant (mai 2000) proposent une liste des contributeurs à la dimension proprement idéologique du projet commun, sous l'espèce d'un dispositif cohérent de fabrication d'un « sens commun universel » :

« […] ces instances prétendument neutres de la pensée neutre que sont les grands organismes internationaux – Banque mondiale, Commission européenne, Organisation de coopération et de développement économiques (O cde) -, les "boîtes à idées" conservatrices (Manhattan Institute à New York, Adam Smith Institute à Londres, Deutsche Bank Foundation à Francfort, et de l'ex-Fondation Saint-Simon à Paris), les fondations de philanthropie, les écoles du pouvoir (Science-Po en France, la London School of Economics au Royaume-Uni, la Harvard Kennedy School of Government en Amérique, etc.), et les grands médias, inlassables dispensateurs de cette *lingua franca* passe-

partout, bien faite pour donner aux éditorialistes pressés et aux spécialistes empressés de l'import-export culturel l'illusion de l'ultramodernisme. »

Une sombre eschatologie.

Dans l'ensemble, à lire le *Diplo,* il est patent que les choses vont de plus en plus mal et que la mondialisation a sa part dans cette aggravation. On ne trouve guère de mention de la sortie du sous-développement effectuée ou en cours en Asie de l'Est et du Sud, sinon à travers ses effets indésirables, fussent-ils secondaires ou passagers. Les seuls choix offerts par la mondialisation sont entre différentes calamités.

« Entre deux maux, lequel devra-t-il choisir en votre nom à Seattle ? Sacrifier la sécurité sociale ou la survie du monde rural ? Accepter le bœuf aux hormones ou la destruction des forêts ? Protéger l'industrie audiovisuelle ou les accords de Lomé, d'ailleurs pratiquement vidés de toute signification par la décision de l' Omc sur la banane ? Dans ce monde mondialisé, il faut savoir ce que l'on veut vraiment. » (George, juillet 1999)

Cette attitude se traduit notamment par la *tragédisation* (et non la seule *dramatisation*) des problèmes. Le sang, le crime, la mort sont fréquemment invoqués et créent une ambiance de crise toujours plus menaçante.

Concrètement, les transactions économiques sont volontiers comparées à une guerre. « Comme dans les combats féodaux, pour gagner dans la guerre économique, tous les coups sont bons, et de préférence les plus tordus », nous dit Christian de Brie (avril 2000). Notons à cet égard que la notion de « guerre économique » fait partie des clichés les plus courants dans les médias généralistes ou économiques. On voit assez bien comment cette notion peut viser à mobiliser les populations au service des firmes originaires de leur pays, comme si c'était les soldats engagés dans un combat national. Pour le sous-commandant Marcos (août 2000), la mondialisation est « une guerre mondiale ». Susan George parle, à propos de l'idéologie de ses adversaires, de « commerce *über alles »* (janvier 2000). Elle avait précisé un an plus tôt (janvier 1999) :

« Depuis le krach de l'hiver 1994-1995, la moitié de la population mexicaine est tombée au-dessous du seuil de pauvreté. La malnutrition et la famine reviennent au galop en Indonésie. En Russie, dix ans de libéralisme économique ont davantage fait pour salir la réputation du capitalisme que soixante-dix ans de propagande du "socialisme réel" ; ainsi, l'espérance de vie des hommes a chuté de sept ans, fait sans précédent au vingtième siècle. En Corée et en Thaïlande s'étend le phénomène des "suicides fmi" : des travailleurs licenciés et sans ressources entraînent dans la mort femmes et enfants, faute de pouvoir les faire vivre. »

On notera que, selon l'auteur, la description négative du capitalisme faite par les dirigeants soviétiques était en dessous de l'ignoble réalité et que, par ailleurs, les problèmes actuels de la Russie sont entièrement imputables au « libéralisme » et ne sont liés en aucune façon à l'héritage communiste. Et la « violence » ainsi dévoilée n'a rien à envier aux guerres mondiales ou aux guerres coloniales.

« Ainsi, quelle différence de nature y a-t-il entre la volonté actuelle d'ouvrir des marchés du Sud encore partiellement fermés, par exemple, à l'expansion des "services financiers", aux banques et compagnies d'assurances du Nord, et la guerre de l'opium menée et gagnée par les Anglais contre les Chinois au tournant des années 40 du xixe siècle ? Aucune. Ce sont les moyens employés qui ont gagné en raffinement. A l'époque, il fallut les bombardements de Canton par les frégates britanniques et l'occupation de Hongkong pour contraindre la Chine, par le traité de Nankin, à s'ouvrir au commerce européen, et en particulier à celui de l'opium. Aujourd'hui, c'est l'Organisation mondiale du commerce (omc) qui fait office de canonnière. » (Cassen, février 2000).

On aimerait connaître le commentaire des dirigeants chinois, qui ne ménagent pas leurs efforts pour entrer à l'omc… Ces horreurs ne sont pourtant là que des prémices car la vraie tragédie reste à venir, et personne n'en sortira indemne. « Vers des catastrophes », annonce George Ross (août 2000).

Une eschatologie, donc, mais pas de messianisme, pas de « bonne nouvelle » : une négativité presque pure. C'est là la différence avec l'idéologie communiste

(1848-1989), qui, par son versant optimiste, se rattachait en un sens aux Lumières. Le Mam se rapproche plutôt de la courbure hypercritique de la première école de Francfort qui, avec le texte fondateur d'Adorno et Horkheimer (*Dialektik der Aufklärung*, justement) affirme la forclusion de ce qu'il pouvait y avoir d'enthousiasme kantien chez Marx. Le Mam ne retient que le versant catastrophiste, il est vrai dominant dans la pratique quotidienne de la politique, du mouvement communiste. Les aspects réformateurs semblent y occuper une fonction surtout rhétorique, qui peut être mise en danger lorsque les demandes formulées sont acceptées. C'est ce que l'on a vu dans la mouvance d'attac lorsque le Parlement européen a failli voter majoritairement en faveur de la taxe Tobin.

Le triomphe de l'oxymore.

Ce qui précède n'empêche pas que, au sein du Mam, des courants existent et prospèrent qu'on pourrait appeler « réformateurs » qui proposent des solutions différentes à des problèmes censés être communs à tous, y compris à ceux qui proposent ou mettent en œuvre des solutions contestées. Ainsi, l'association Public Eye on Davos, basée en Suisse, est particulièrement bien annoncée sur le site du Forum social mondial de Porto Alegre lors qu'elle adopte une attitude constructive et nuancée, par exemple sur la délicate question du travail des enfants dans les pays pauvres. Ces mouvements pourraient fort bien faire un jour scission, comme on l'a vu dans l'Europe du 20e siècle entre socialistes ou sociaux-démocrates et communistes.

On sent Bernard Cassen un peu embarrassé au sujet des « clauses sociales » proposées par les syndicats européens et… soutenues par Bill Clinton à Seattle, tandis que des dirigeants de firmes transnationales et des leaders du « Sud » s'y opposent. Il y a là, en effet, un germe d'éclatement pour un mouvement qui courrait le risque d'apparaître comme une alliance sans principe de tous les « non ». À Seattle, en novembre 1999, les tensions entre agriculteurs protectionnistes et salariés protégés du « Nord », d'une part, et exportateurs plus ou moins riches du « Sud » sont apparues aussi bien sur la scène officielle que dans les rues. La fédération d'associations Vía Campesina, à laquelle appartient la Confédération paysanne de José Bové, tente de convaincre que les intérêts

des agriculteurs européens, qui profitent des subventions pour écouler leurs produits au détriment de ceux des pays pauvres et qui par ailleurs manifestent peu d'enthousiasme à l'ouverture des frontières de l'Union aux productions du Sud, convergent avec ceux d'Amérique latine ou d'Afrique.

Stylistiquement, on peut noter le goût pour l'oxymore de nombre de textes. Cette figure, qui se caractérise par la juxtaposition de deux termes antinomiques (« Cette obscure clarté… », « Le soleil noir… ») est explicitement invoquée par le *subcomandante* Marcos qui, citant Jorge Luis Borges, en fait une grille de lecture furieusement post-moderne du monde actuel. Mais lui-même qui, publie ce texte à l'été 2000, inclut le président nouvellement élu Vicente Fox dans le courant « fasciste libéral » alors même que, dans le Chiapas, se déroulent des élections où la gauche (Prd) et ce qu'il appelle l'« extrême-droite » (le Pan de Fox) se sont alliés pour proposer ensemble un programme de retrait de l'armée et de négociations avec les zapatistes. Depuis lors, le changement de climat au Chiapas s'est confirmé et, durant l'automne et l'hiver 2000-2001, Marcos a participé activement aux négociations avec le pouvoir.

De son côté, Bernard Cassen (février 2000) propose un « protectionnisme altruiste » consistant à restituer aux pays pauvres les droits de douane prélevés par les riches. Il s'agirait en fait d'un dispositif d'aide conditionnelle entre les mains des pays acheteurs, ce qui, en un sens, peut être considéré comme plus contraignant et plus humiliant qu'un protectionnisme pur et simple et pas forcément plus juste qu'une aide conditionnelle dissociée des volumes commerciaux. Dans le même registre, Susan George (janvier 2000) ouvre des pistes à explorer :

> « Parmi les idées à creuser, ne pourrait-on imaginer un système récompensant les pays qui font le plus d'efforts dans les domaines du travail et de l'environnement, au lieu de les pénaliser comme c'est le cas aujourd'hui ? Personne ne prétend proposer partout des salaires identiques, ni mettre sur le même plan le Laos et le Luxembourg. »

La notion d'« effort » qui vise à réconcilier les deux phrases apparemment contradictoires, est précisée dans le paragraphe suivant. Il s'agirait de classer

dans chaque groupe de pays définis par leur niveau de développement ceux qui sont le plus soucieux du social et de l'environnement. Il s'agit donc à nouveau d'une conditionnalité politique, ce qui suppose une autorité mondiale qui fixerait les règles du jeu, nécessairement communes. Or George comme Cassen ne cessent de déplorer que les États se voient déposséder de leurs prérogatives par des organismes supranationaux. On voit mal comment la fixation et l'application de ces règles pourrait être obtenue par simple consensus interétatique (par exemple à l'Onu) sans organisation spécifique et sans moyens de contrôle de la mise en œuvre. On se trouve ici dans le noyau dur des apories du Mam : le refus de la mondialisation en tant qu'elle est « libérale », c'est-à-dire non politiquement régulée s'accompagne d'une défense farouche des États comme seule instance de régulation légitime. Il n'y a donc pas de solution possible et cette contradiction fondatrice s'exprime dans deux caractéristiques du mouvement : un attelage composite toujours au bord de la rupture, une hésitation entre deux attitudes structurellement distinctes : le refus global de l'innovation *scalaire* et la défense *substantielle* de l'étatisme. Car on pourrait imaginer un appel au politique à l'échelle planétaire, mais ce serait accepter que cet « État » mondial redistribue, sur la base de nouvelles légitimités, les cartes des solidarités, ce que se refusent à imaginer ceux qui, notamment en Europe, craignent de perdre les avantages qui ne tiennent que par leur dialogue privilégié avec leur propre État. Le localisme étatiste permet, à condition de ne pas trop entrer dans les détails, de fédérer deux types d'opposants à la mondialisation actuelle : les « retranchés », menacés dans leurs rentes, et les « enclavés », laissés sur le bord du chemin de la connexion. En revanche, un tel dispositif se heurte ainsi frontalement non seulement aux « branchés » mais aussi aux « accrochés », ceux qui, bien que peu dotés, jouent sur la métrique des réseaux pour profiter d'un monde ouvert (Lévy, 1999, p. 349-355).

Lorsque Susan George (janvier 1999) écrit « Personne n'a élu les pdg, les promoteurs du Geneva Business Dialogue, les économistes du Fmi, les arbitres de l'Omc, les gestionnaires des fonds de pension et tous leurs semblables. Combien de temps encore les nouveaux usurpateurs feront-ils la loi ? », elle délégitime les fonctionnaires des organisations intergouvernementales (fmi, omc) qui sont de simples exécutants de collèges d'États. Pour qu'ils soient élus, il faudrait justement que les États renoncent à certaines de leurs prérogatives.

C’est justement cet abandon que, on l’a vu, stigmatisent les animateurs du *Monde Diplomatique :*

Une posture.

Ces caractéristiques dessinent une figure qui est aussi une posture impliquant dans un même mouvement le discours et l’action. Depuis les travaux de Georges Lavau sur le parti communiste français, on connaît cette posture sous le nom de *parti tribunitien*. Il s’agit d’une « entreprise » politique qui représente un groupe ou un ensemble de groupes se sentant exclus ou menacés par les tendances dominantes de la dynamique sociale. Grâce à une forte culture d’opposition et de défense qui l’emporte sur toute autre considération, le parti tribunitien peut fédérer des points de vue contradictoires, du moment que l’affrontement direct d’intérêts entre ces groupes est évité. Il joue ses coups sur la scène politique officielle tout en se présentant comme extérieur et critique. Il fonctionne sur la base de la *mésentente*, au sens de Jacques Rancière : il conteste les règles du jeu. Pourtant, il contribue à sa façon à intégrer dans le jeu des acteurs périphériques, qui pourraient être plus menaçants pour le système s’ils restaient totalement à l’écart. Il campe en fait sur les marges, déplaçant légèrement ses positions au gré du degré de distorsion entre ses mandants et le reste de la société. Il joue éventuellement un rôle de désexclusion, mais en partie à son corps défendant car si celle-ci se confirme, il perd sa base.

Cette ébauche de Parti Tribunitien Mondial (Ptm) ressemble donc par bien des aspects à d’autres partis tribunitiens repérables à d’autres époques et à d’autres niveaux. On peut le comparer aux partis issus du mouvement ouvrier européen (1848-1989) et aux partis de gauche latino-américains, de 1960 à nos jours. Il fait partie des partis à principe géographique, comme peuvent l’être des partis régionalistes ou nationalistes. Cependant, dans la plupart des cas, il s’agit de défendre l’échelon qui sert de fondement à la doctrine : une région défendant son identité contre l’État central, un État menant son projet géopolitique contre d’autres États. Ici, l’unité vient du Monde, un objet qui n’est pas défendu mais combattu. Par ailleurs, le Ptm est un parti extrêmement moderne dans ses structures : pas d’appareil lourd, pas de direction unifiée, des militants volatiles organisés en réseau, un usage efficace des médias et des technologies de la

communication. On pourrait d'ailleurs contester le terme de « parti » et lui préférer le mot « mouvement ». L'opposition mouvement/parti permettrait de distinguer les nouvelles entreprises politiques détachées des États-nations de celles ancrées dans les vies politiques nationales. À y regarder de plus près, cependant, on constate que les « mouvements » font aussi irruption dans les univers politiques nationaux. Leur apparition et leur succès tiennent, quelle que soit l'échelle, à l'évolution du rapport à la politique, sa décommunautarisation (les « mobilisations » sont de moins en moins mécaniques) et son individualisation (les citoyens deviennent des « stratèges »). C'est donc plutôt selon un critère « angulaire » que l'on peut distinguer les partis des mouvements : les premiers, généralistes, agissent sur un spectre large, tandis que les seconds, thématiques, se cantonnent à un secteur spécifique.

Si l'on compare le Ptm ressemble à d'autres entreprises politiques mondiales comme Amnesty International ou Greenpeace, on observera que c'est le Ptm qui contribue le plus, par sa posture généraliste, à créer une scène politique mondiale globale que pourtant, de manière dominante, ses militants ne voient pas d'un très bon œil.

Une géographie.

Si l'on regarde les caractéristiques du Mam-Ptm avec les notions élémentaires de la géographie, on constate que l'on se trouve bien au cœur d'interrogations fondamentales sur l'existence, le contenu et le style de l'espace mondial. Trois tensions expriment ces enjeux.

Substance/échelle.

Quel est l'exact message émis par le Mam : refus d'*un* Monde ou refus *du* Monde ? L'analyse des textes montre une ambivalence certaine. La recherche d'une cohérence conduit à articuler les discours de la manière suivante : « nous sommes contre la mondialisation libérale et pour une autre mondialisation », validant l'option « substance » (le contenu non spatial) par rapport à l'option « échelle ». Toutefois, comme je l'ai mis en évidence plus haut, un certain nombre de signaux nous indiquent que la « mondialisation » différente qui est mise en

avant comprend de larges composantes scalaires : valorisation des sociétés de niveau national et de leurs États, coupure de la planète entre États-Unis et reste du Monde.

Territoires/réseaux.

Le mot « réseau » est presque absent du vocabulaire des textes analysés sans être pourtant critiqué en tant que tel. En matière de métrique, la culture dominante des auteurs semble bien être territoriale et plus précisément structurée par le modèle territorial de l'État (continuité interne, discontinuité externe), comme en témoignent les tentatives pour enfermer les relations économiques dans une vision « listienne » privilégiant les stocks sur les flux et compatible avec un mercantilisme protectionniste. Voir le Monde (aussi) comme un ensemble de réseaux aurait l'inconvénient, pour le Mam de rendre comparables les réseaux faisant circuler de la monnaie (finance et biens marchands) et les réseaux à consistance culturelle, associant ainsi, de son point de vue, l'eau et le feu dans une société civile mondiale qui, sans État, ni national, ni mondial, commencerait à se dégager. D'où, sans doute, la prudence à cet égard.

Transcendances/immanences.

Comment naît le Monde ? Par connexion d'entités plus petites (immanence) ou par domination d'une entité supérieure (transcendance) ? Pour le Mam, un peu les deux : l'internationale du « libéralisme », dominée par (ou dominant) les États-Unis offre une figure de la transcendance. Mais, à l'inverse, il se pense lui-même comme subversion « par le bas » : les « nations », les « peuples », éventuellement les « cultures » défendent leur identité, d'échelle inférieure contre des entreprises funestes d'échelle supérieure. Ce que n'envisage pas le mouvement anti-mondialisation, c'est un Monde qui s'agencerait, se gouvernerait et s'aménagerait à sa propre échelle, un Monde auto-organisé.

Résumé

Ce qu'il est convenu d'appeler le « mouvement anti-mondialisation » (Mam) est

un ensemble complexe de discours et d'actions. Je l'ai très modestement approché par la lecture de deux ans (janvier 1999-janvier 2001) du Monde Diplomatique, un mensuel qui apparaît assez centrale sur cet objet. D'une part, ses éditions française et étrangères sont très diffusées ...

Bibliographie

Max Horkheimer, Theodor Adorno, *La dialectique de la raison,* Paris, Gallimard, 1974 [1944].

Claude Julien, *L'Empire américain,* Paris, Grasset, 1968.

Pierre Birnbaum, *Le peuple et les gros : histoire d'un mythe,* Paris, Grasset, 1979.

Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 1991.

Georges Lavau, *À quoi sert le Parti communiste français,* Paris, Fayard, 1981.

Jacques Lévy, *Le tournant géographique,* Paris, Belin, 1999.

Friedrich List, *Système national d'économie politique,* Paris, Gallimard, 1998 [1841].

Gemdev-Mondialisation, *Mondialisation : les mots et les choses,* Paris, Karthala, 1999.